



211 000 000 000 € (211 milliards) D'AIDES VERSÉES EN 2023 AUX ENTREPRISES PAR L'ÉTAT* : et si le vrai « gouffre budgétaire » c'était les actionnaires ?

* sans compter les aides versées par les collectivités territoriales !

Un chiffre **STRATOSPHERIQUE** publié dans le rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur la transparence des aides publiques aux entreprises, qui représente **un tiers du budget de l'État**, soit **trois fois le budget de l'Éducation nationale !**

Un chiffre **INÉDIT**, bien supérieur aux estimations précédentes de 30 à 150 milliards.

Un chiffre **CHOQUANT** à comparer aux :

- **40 à 50 milliards d'économie que le gouvernement s'apprête encore à raboter sur le budget 2026, dont :**
 - **8 milliards sur les collectivités territoriales**
 - **20 milliards sur les dépenses de santé** (d'ici 2029)
 - **5,7 milliards sur certaines prestations sociales** comme les allocations familiales, les minima sociaux, la prime d'activité, le RSA, les APL **ou encore les pensions de retraite** en les maintenant au niveau de 2025 (« année blanche ») malgré la hausse des prix.
- **16 milliards que « pourraient » coûter l'annulation de la réforme des retraites en... 2032** (selon la Caisse nationale d'Assurance Vieillesse)

Le rapport dénonce la distribution de ces 211 milliards sans évaluation de leur efficacité, sans exigence de création d'emplois ou d'investissements dans la transition écologique.

Les aides publiques pleuvent sur les plus riches : qui sont les « assistés » au juste ?**

François Bayrou déclare que les finances publiques de la France sont « en danger mortel ». Mais qui les met en danger ?

Les agents de la fonction publique ? Les chômeurs victimes de l'explosion des plans de licenciement ? Les retraité-es ? Les « jeunes » ? Les 15% de Français officiellement pauvres selon l'Insee ?

Ou bien ce système économique où l'État distribue la richesse du pays aux grandes entreprises et aux actionnaires** du CAC 40 et détruit les services publics ?

** Quelques exemples :

Auchan : 1,3 Md allègements cotisations sociales + 636 M d'aides fiscales - plan social : 2 384 postes ;

Michelin : 32,4 M exonérations cotisation sociales + 40,4 M crédit d'impôt recherche + 1,4 Md dividendes - plan social : 1524 postes ; **STMicroelectronics** : 487 M d'aides + 212 M dividendes - plan de départs volontaires : 1 000 postes.